

# CLIMATE INVESTMENT FUNDS

SREP/SC.19/6  
16 mai 2018

---

Réunion du Sous-comité du SREP  
Washington  
Mercredi 6 juin 2018

Point 6 de l'ordre du jour

## **RAPPORT SUR LES RISQUES DU SREP**

## I. POINTS SAILLANTS

1. Lors de la réunion intersessions du SCF CTF tenue le 8 mars 2018, il a été convenu que la suspension de l'approbation du financement du SCF serait levée. En outre, le SCF CTF a souscrit à l'idée que les remboursements sur les prêts SCF pouvaient être utilisés pour combler le déficit potentiel de financement des dons afin de couvrir les coûts administratifs après qu'ils deviendraient disponibles dans chaque programme.

### Risque lié à la mise en œuvre

2. Le risque lié à la mise en œuvre du SREP est passé de **Moyen** à **Élevé** puisqu'il a été signalé concernant quatre projets représentant 59 millions de dollars de financement approuvé.

### Risque de change

3. Le livre britannique s'est appréciée de 4,6 % par rapport au dollar américain, ce qui a entraîné une baisse non réalisée de la valeur des billets à ordre non encaissés du CTF, qui est passée de 40 millions de dollars à 28 millions de dollars.

### Risque lié à la disponibilité des ressources

4. La pénurie de ressources disponibles a diminué, le déficit étant passé de 81 millions de dollars au 30 septembre 2017 à 66 millions de dollars au 31 mars 2018.

### Autres informations

5. Depuis la dernière réunion du CTF tenue en décembre, l'analyste des risques a rejoint la CIFAU.
6. La CIFAU s'emploie à conclure des protocoles de partage d'informations avec les BMD en vue de recevoir des informations relatives à la fraude et à la corruption liées aux projets des FIC, et a maintenant un tel accord avec l'une des BMD.
7. Le présent document fait le point sur les évaluations des risques plus importants auxquels le SREP est confronté. Les données au 31 décembre 2017 ont été utilisées pour identifier les projets présentant un risque lié à la mise en œuvre (toutefois, dans certains cas, des informations plus à jour sont disponibles et cela est relevé dans le rapport lorsque ces informations sont utilisées). Les informations concernant les autres risques datent du 31 mars 2018.
8. Le tableau ci-dessous présente la matrice sommaire des risques du SREP concernant les principaux risques encourus au 31 mars 2018.

<b>Matrice sommaire des risques au 31 mars 2018</b>			
<b>Risque</b>	<b>Probabilité du risque</b>	<b>Gravité du risque</b>	<b>Note de risque globale</b>
Risque lié à la mise en œuvre	Éventuel	Grave	Élevé
Risque de change	Très probable	Modéré	Élevé
Risque lié à la disponibilité des ressources	Éventuel	Grave	Élevé

**Définition du risque : Le risque désigne toute menace qui pèse sur la réalisation des objectifs du SREP.**

9. Cette définition, ainsi que celle des objectifs du SREP, forment le contexte du cadre de gestion du risque institutionnel.
10. À ce jour, les trois risques les plus importants auxquels le SREP est exposé sont les suivants :
  - i. risque lié à la mise en œuvre
  - ii. risque de change lié aux billets à ordre
  - iii. risque lié à la disponibilité des ressources
11. La section qui suit fait le point sur le degré d'exposition à ces risques.<sup>1</sup>

## **II. ÉVALUATION DE L'EXPOSITION AUX PRINCIPAUX RISQUES**

*i. Risque lié à la mise en œuvre - risque qu'un projet ne soit pas exécuté dans les délais après qu'il est devenu opérationnel*

12. La CIFAU signale un risque lié à l'exécution du projet si celui-ci répond à au moins un des deux critères ci-après :
  - I. le projet a démarré depuis 36 mois, mais < 20 % du financement approuvé ont été décaissés ;

<sup>1</sup> Dans le processus d'évaluation du risque, la gravité est déterminée (dans la mesure du possible) en fonction de l'impact estimé d'un risque en pourcentage du total des promesses de contributions et des contributions du programme.

- La note « grave » correspond à un impact potentiel estimé à plus de 5 % du total des promesses de contributions et des contributions du programme.
- La note « modéré » correspond à un impact potentiel estimé à 1 % < 5 % du total des promesses de contributions et des contributions.
- La note « minimal » correspond à un impact potentiel estimé à < 1 % du total des promesses de contributions et des contributions.

- II. le projet arrive à son terme dans 15 mois (c.-à-d. la date à laquelle l du financement du FTP doit avoir été libéré), mais < 50 % du financement approuvé ont été décaissés.
13. Les BMD fournissent cette information deux fois par an, et l'information la plus récente date du 31 décembre 2017.
14. Le tableau 1 illustre le fait qu'il a été signalé que quatre projets (contre un au 30 juin 2017) représentant 59 millions de dollars (contre 15 millions de dollars au 30 juin 2017) du financement approuvé répondent au premier critère.
15. La note du SREP concernant le risque lié à la mise en œuvre est à présent « **Élevé** ».

**Tableau 1. Projets SREP du secteur public qui ont démarré depuis 36 mois, mais dont < 20 % du financement approuvé ont été décaissés (en millions de dollars)**

Project Title	Country	MDB	MDB Approved Funding	Cumulative Disbursement as of Dec 2017	% Disbursed	Effective date	Months since Effective date
Rural Electrification Hybrid Systems	Mali	IBRD	14.9	1.8	12%	6/18/2014	43
Geothermal Sector Development Project (GSDP)	Ethiopia	IBRD	24.5	4.7	19%	8/5/2014	41
Biogas Extended Program	Nepal	IBRD	7.9	0.6	7%	9/15/2014	40
Accelerating Sustainable Private Investments in Renewable Energy (ASPIRE) Program	Maldives	IBRD	11.7	0.7	6%	10/1/2014	40

16. Systemes hybrides d'électrification rurale - Mali Après l'achèvement des études de faisabilité et l'achat des fournitures, l'installation et la mise en service des mini-réseaux, le projet a considérablement avancé. Six contrats ont été signés pour 23 sites, et la Banque mondiale a donné son avis de non-objection pour les contrats EPC portant sur 22 sites supplémentaires. La mise en œuvre des plans d'action de réinstallation pour les localités choisies est touchée à sa fin. Le **niveau de décaissement total au 30 avril 2018 représentait 22 % du financement approuvé**. Le rythme des décaissements devrait encore s'accélérer après juin 2018 dans la mesure où les travaux de construction seront bien engagés.
17. Le financement du SREP est lié à celui du matériel et des infrastructures pour les mini-réseaux, dont la phase de construction est subordonnée à l'achèvement des activités préliminaires, lesquelles ont connu des retards importants : i) il a fallu plus d'un an pour achever les études techniques et de faisabilité détaillées des sous-projets ; ii) la mise en œuvre côté gouvernement ne disposait pas de capacités adéquates pour gérer des procédures d'appels d'offres d'une telle complexité; aussi a-t-il fallu résoudre un certain nombre de problèmes relatifs à la gestion du projet et au respect des politiques en matière de passation des marchés. Pour toutes ces raisons, le processus d'appel d'offres a pris beaucoup plus de temps que prévu.
18. Projet de développement du secteur de l'énergie géothermique (GSDP) - Éthiopie : Ethiopian Electric Power (EEP), l'organisme de l'exécution du projet, a opté pour un contrat

unique qui couvre la fourniture de plateformes de forage, l'exploitation et l'entretien pour réduire le risque pour l'EEP lié à la gestion de plusieurs entreprises. Par conséquent, les appels d'offres pour la fourniture des plateformes de forage ont été annulés et un nouveau dossier d'appel d'offres a été préparé. EEP et la Banque mondiale ont convenu d'un plan d'action révisé en novembre 2017.

19. La mise en œuvre du projet s'accélère. Les principales activités d'acquisition/de passation des marchés enregistrent des progrès notables, **le rythme des décaissements ayant été porté à 24 % en avril 2018**. Prévue pour les prochains mois, l'analyse des résultats des opérations de passation des marchés devrait éclairer la décision à prendre quant à la question de savoir s'il est nécessaire de restructurer le projet de manière à réaffecter les fonds à ses différents volets.
20. Programme élargi de biogaz - Népal : Il ressort de l'examen à mi-parcours réalisé en janvier 2018 que la mise en œuvre du projet a été affectée par la capacité et la connaissance limitées des principales parties prenantes (promoteurs, fournisseurs de services techniques, investisseurs, etc.) en matière d'évaluation et d'élaboration de projets, l'absence de critères de référence pour les aspects techniques et financiers permettant de guider le processus de prise de décisions, ainsi que par des procédures administratives redondantes en ce qui concerne la vérification et l'approbation des décaissements. La Banque mondiale et l'organisme d'exécution se sont mis d'accord sur des mesures spécifiques de renforcement de la gestion du projet et de rationalisation des procédures administratives et d'approbation.
21. Malgré ces défis, le nombre total de demandes déjà reçues (demande induite) pour le développement du sous-projet d'ici la fin de janvier 2018 était de 402, ce qui dépasse les prévisions pour toute la durée du projet. En outre, 93 sous-projets ont été lancés au cours de la même période. Les deux plus grandes centrales de production de biogaz au Népal (avec chacune une capacité de production de plus de 3500m<sup>3</sup>/jour), ainsi que plusieurs autres petits projets (plus de 90 unités de production d'une capacité maximale de 100 m<sup>3</sup>) sont opérationnels. Beaucoup d'autres sont en préparation et en cours de réalisation. Ces deux projets, les plus importants et les premiers du genre au Népal, ont récemment fait la une des journaux dans le pays. Ces projets illustrent bien la réussite d'un modèle de partenariat public-privé au Népal dans le secteur autrement difficile de l'énergie à partir des déchets/de la biomasse. Dans l'ensemble, le projet de biogaz du SREP a suscité l'intérêt des acteurs privés et des institutions financières.
22. Programme visant à accélérer l'investissement privé durable dans l'énergie renouvelable (ASPIRE) - Maldives. Si tous les contrats au titre du premier sous-projet sont opérationnels, des retards ont été apportés au traitement administratif. Un dernier avis juridique est nécessaire pour garantir l'effectivité. Le gouvernement s'est engagé à accélérer son exécution. Cependant, les troubles politiques que connaît actuellement le pays sont de nature à retarder davantage le projet. L'équipe de la Banque mondiale suit de près la

situation en ce qui concerne l'avis juridique et discute des projets d'avenir en ce qui concerne les nouveaux appels d'offres avec le gouvernement. En raison des événements politiques, les missions dans les pays ont été suspendues. L'équipe de la Banque et le gouvernement réfléchissent au bon moment d'organiser une mission pour l'examen à mi-parcours du projet.

23. Aucun projet du SREP bénéficiant d'un financement important ne répond au deuxième critère.

*ii. Le risque de change lié aux billets à ordre - le risque que les fluctuations des taux de change entraînent la dépréciation de la devise dans laquelle un billet à ordre est libellé.*

24. Il n'y a pas eu d'autres encaissements depuis le 30 septembre 2017 ; et 177 millions de livres sterling de billets à ordre n'étaient toujours pas encaissés au 31 mars 2018.
25. Depuis le 30 septembre 2017, la livre sterling s'est appréciée de 4,6 %.
26. Le tableau 2 illustre le fait qu'il est très probable que le SREP enregistre une réduction moyenne (par rapport à la taille du programme) des ressources disponibles en raison de l'exposition au risque de change découlant des billets à ordre libellés en livres sterling. Toutefois, cette baisse non réalisée de la valeur de l'encours des billets à ordre a atteint 28 millions de dollars, contre 40 millions de dollars au 30 septembre 2017 en raison de l'appréciation de la livre sterling.

**Tableau 2 : Exposition du SREP au risque de change Résumé**

Currency Risk Exposure (Millions) as of March 31, 2018							
Program/ Subprogram	Original Amount Pledged/ Received	Pledged Amount Outstanding/ Unencashed	Realized Currency Gain/ (Loss)	Unrealized Currency Gain/ (Loss)	Risk Likelihood	Risk Severity	Risk Score
SREP	£268.00	£177.30	(\$15.3)	(\$28.5)	Very Likely	Moderate	High

*Risque lié à la disponibilité des ressources - le risque que le syndic ne dispose pas de ressources suffisantes pour s'engager à financer tous les projets en préparation dans le cadre de tel ou tel programme CIF.*

27. Lors de la réunion tenue le 11 décembre 2017, le Comité du Fonds d'affectation spéciale du Fonds stratégique pour le climat (SCF) a examiné le rapport du syndic sur la situation financière du SCF et relevé que le revenu de placement actuellement attendu de son Fonds d'affectation spéciale n'était pas suffisant pour couvrir le coût prévu des services administratifs assurés par la CIFAU, les BMD et le syndic jusqu'en 2028. Le Comité a demandé à l'Unité administrative du CIF, en collaboration avec les BMD et le syndic, d'entreprendre une analyse complète explorant des options pratiques qui permettraient de financer les dépenses administratives, réduire les coûts et ventiler les dépenses administratives entre les programmes du SCF. Le Comité a également décidé de suspendre

l'approbation des financements dans le cadre du SCF autres que ceux destinés à la préparation des projets jusqu'à ce qu'il ait examiné l'analyse et décidé de la voie à suivre.

28. Lors de la réunion intersessions tenue le 8 mars 2018, le CTF a examiné les propositions visant à combler le déficit du Fonds d'affectation spéciale énoncées dans le document intitulé Coûts administratifs du SCF et options de financement à long terme élaboré par la CIFAU, les BMD et le syndic. Le Comité a retenu un moyen permettant de répartir les coûts administratifs entre les programmes du SCF et souscrit à l'idée que les remboursements sur les prêts SCF pouvaient être utilisés pour pallier le déficit potentiel de financement des subventions pour couvrir les coûts administratifs après leur mise à disposition dans chaque programme. Le Comité est en outre convenu que la suspension de l'approbation du financement au titre du SCF serait levée.
29. Plus précisément, le CTF a accepté d'allouer 31,6 millions de dollars de fonds disponibles du SREP au financement des frais d'administration prévisionnels pour la période 2019-2028.
30. Au cours de la période allant du 30 septembre 2017 au 31 mars 2018, les ressources disponibles du SREP ont augmenté, passant d'un déficit de 84 millions à un déficit de 66 millions de dollars. Le tableau 3 présente les ressources disponibles du SREP (voir également l'annexe A).

**Tableau 3 : Risque lié à la disponibilité des ressources du SREP Résumé**

Available Resources as of March 31, 2018				
Program/ Subprogram	Available Resources for Projects/Programs (\$Million)*	Risk Likelihood	Risk Severity	Risk Score
SREP (Grant)	(\$14.8)	Possible	Moderate	High
SREP (Capital)	(\$51.3)	Possible	Severe	

31. L'accroissement des ressources disponibles est essentiellement imputable à ce qui suit.
  - I. L'appréciation de la livre sterling a augmenté la valeur des billets à ordre non encaissés de 12 millions de dollars.
  - II. Les projets d'énergie géothermique Menengai - Kenya (15 millions de dollars)<sup>2</sup> et de l'Ouganda (32 millions de dollars) ont été retirés de la liste active (close et réserve) de projets en attente d'exécution.
  - III. Ces deux facteurs compensent l'effet de l'adjonction du PI du Lesotho approuvé récemment, avec des projets d'un montant de 17 millions de dollars maintenant ajoutés à la liste close de projets en attente d'exécution, ainsi que l'inclusion d'une réserve pour couvrir les dépenses administratives nettes jusqu'en 2028.

<sup>2</sup> Il ne s'agit pas d'une allusion au *Projet de développement de l'énergie géothermique de Menengai au Kenya (25 millions de dollars)* qui est déjà à un stade d'exécution avancé.

32. Pour atténuer ce risque, le CTF, les BMD et la CIFAU ont tous systématiquement fait valoir que les allocations de ressources au titre du SREP ne sont pas garanties pendant les phases préparatoires initiales du projet, c'est-à-dire avant que le projet/programme ne soit approuvé par le Sous-comité du SREP. De plus, la gestion de la liste active de projets en attente d'exécution par le comité des BMD a permis limiter le l'élargissement de la liste de projets en attente d'exécution au-delà des ressources disponibles.
33. Au 31 mars 2018, 44 millions de dollars de l'actuel déficit de ressources disponibles sont imputables aux baisses de valeur réalisées et non réalisées des billets à ordre du SREP libellés en livres sterling. Un montant supplémentaire de 37 millions de dollars doit être mis de côté pour atténuer le risque d'engagement excessif qui pourrait résulter de nouvelles dépréciations de la livre sterling. En l'absence de ces facteurs liés à la devise, la SREP ne serait pas confronté à une pénurie de ressources.

### **III. PROCHAINES ETAPES**

34. A mesure qu'il continue de mettre en œuvre le cadre de gestion du risque institutionnel du CIF, la CIFAU s'efforcera d'entreprendre les actions et initiatives ci-après :
  - I. mettre en œuvre un cadre de signalement du risque de fraude avec les autres BMD d'ici au deuxième trimestre de l'exercice financier 2019;
  - II. soumettre à l'approbation du CTF un document proposant les niveaux de tolérance au risque pour chaque risque identifié, évalué, contrôlé et signalé sur le tableau de bord des risques d'ici fin juin 2018 ;
  - III. travailler avec les BMD à clarifier, pour le secteur privé, les termes équivalant à « Date d'entrée en vigueur » et « Date de clôture financière », et envisager la possibilité pour le CIFAU de recueillir ces points concernant les données et agréger les facteurs d'exposition des projets du secteur privé au risque lié à la mise en œuvre au cours de l'exercice 2019 ;
  - IV. évaluer, surveiller et signaler le risque de crédit pour chaque programme du SCF, maintenant que celui-ci s'appuie sur les remboursements de prêts pour couvrir les coûts administratifs d'ici au deuxième trimestre de 2019.



## ANNEXE A - DISPONIBILITE DES RESSOURCES

<b>SREP TRUST FUND - RESOURCES AVAILABLE for COMMITMENTS</b>				
<i>Inception through March 31, 2018</i>				
<i>(USD millions)</i>				
		<b>Total</b>	<b>Capital</b>	<b>Grant</b>
<b>Cumulative Funding Received</b>				
<b>Contributions Received</b>				
Cash Contributions		513.2	41.9	471.3
Unencashed Promissory Notes	b/	249.2	249.2	-
Allocation of Capital to Grants from Unencashed Promissory Notes	a/		(27.9)	27.9
<b>Total Contributions Received</b>		<b>762.4</b>	<b>263.2</b>	<b>499.2</b>
<b>Other Resources</b>				
Investment Income earned -up to Feb 1, 2016	c/	9.9		9.9
Other Income		-		
<b>Total Other Resources</b>		<b>9.9</b>		<b>9.9</b>
<b>Total Cumulative Funding Received (A)</b>		<b>772.3</b>	<b>263.2</b>	<b>509.1</b>
<b>Cumulative Funding Commitments</b>				
Projects/Programs		553.0	148.9	404.1
MDB Project Implementation and Supervision services (MPIS) Costs		19.4	-	19.4
Administrative Expenses-Cumulative to 1st Feb 2016	c/	14.3	-	14.3
<b>Total Cumulative Funding Commitments</b>		<b>586.7</b>	<b>148.9</b>	<b>437.8</b>
<b>Project/Program, MPIS and Admin Budget Cancellations</b>	d/	<b>(43.2)</b>	<b>(30.5)</b>	<b>(12.7)</b>
<b>Net Cumulative Funding Commitments (B)</b>		<b>543.5</b>	<b>118.4</b>	<b>425.1</b>
<b>Fund Balance (A - B)</b>		<b>228.9</b>	<b>144.8</b>	<b>84.1</b>
<b>Currency Risk Reserves</b>	e/	<b>(37.4)</b>	<b>(33.2)</b>	<b>(4.2)</b>
<b>Unrestricted Fund Balance</b>		<b>191.5</b>	<b>111.6</b>	<b>79.9</b>
<b>Future Programming Reserves:</b>				
Admin Expenses-Reserve (includes Country programming budget/Learning and Knowledge exchange reserve) and for FY 19-28 (net of estimated investment income and reflows as of SCF Committee Decision March 8, 2018)	f/	(31.6)		(31.6)
<b>Unrestricted Fund Balance ( C ) after reserves</b>		<b>159.9</b>	<b>111.6</b>	<b>48.3</b>
<b>Anticipated Commitments (FY18-FY21)</b>				
Program/Project Funding and MPIS Costs	g/	226.0	126.4	99.6
<b>Total Anticipated Commitments (D)</b>		<b>226.0</b>	<b>126.4</b>	<b>99.6</b>
<b>Available Resources (C - D)</b>		<b>(66.1)</b>	<b>(14.8)</b>	<b>(51.3)</b>
<b>Potential Future Resources (FY18-FY21)</b>				
Release of Currency Risk Reserves	e/	37.4	33.2	4.2
<b>Total Potential Future Resources (D)</b>		<b>37.4</b>	<b>33.2</b>	<b>4.2</b>
<b>Potential Available Resources (C - D + E)</b>		<b>(28.7)</b>	<b>18.4</b>	<b>(47.1)</b>

a/ Promissory Notes amounting to GBP 19.84 million received as capital contributions are available to finance grants (including administrative costs) according to the terms of the contribution agreements/arrangements. The Promissory Notes are valued as of February 28, 2018 exchange rate.

b/ This amount includes USD equivalent of GBP 177.3 million from the UK.

c/ From Feb 1, 2016, Investment income across all SCF programs has been posted to a notional Admin "account", from which approved Administrative Budget expenses for the Trustee, Secretariat and MDBs are committed. In accordance with the terms of the Contribution Agreements, if amounts in the notional Admin account are not sufficient to cover Administrative Budgets, the shortfall is pro-rated across programs, based on cash balances. The Country Programming budgets are recorded under individual programs.

d/ This refers to cancellation of program and project commitments approved by the committee.

e/ Amounts withheld to mitigate over-commitment risk resulting from the effects of currency exchange rate fluctuations on the value of outstanding non-USD denominated promissory notes.

f/ The amount of this reserve is estimated by the CIFAU and Trustee using the 10-year forecast of the Admin Budget less the 10-year estimate of Investment Income and reflows. Pro-rata estimates across three SCF programs are based on the 22% fixed pro rata share of the SREP's cash balance as at December 31, 2017 approved by the committee on March 8, 2018. The decision reads as "allocate USD 31.6 million from the available grant resources in the SREP Program Sub-Account to finance estimated Administrative Costs from FY19 to FY28, such that the projected, indicative amount of approximately USD 59.6 million in SREP grant resources remains available for allocation to SREP projects".

g/ Includes both sealed and Reserve pipeline